



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/article32849>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Nos dossiers et analyses > Les mirages du nucléaire du futur > **Mai 2014 : Visite de Shinzo Abe en France**

5 mai 2014

Mai 2014 : Visite de Shinzo Abe en France

Visite de Shinzo Abe en France : le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce un projet d'accord scandaleux pour les Français comme pour les Japonais

Selon le *Yomiori Shimbun*, la France a demandé au Japon de relancer le calamiteux surgénérateur de Monju afin de pouvoir y tester les combustibles d'Astrid, prototype de réacteur développé par le CEA ! Ce projet doit être officialisé lors d'une rencontre au sommet le 5 mai, à l'occasion de la visite en France du premier ministre Abe. Le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce un projet d'accord scandaleux pour les Français comme pour les Japonais et appelle les parlementaires à s'opposer à sa signature.

La presse japonaise dévoile un accord nucléaire franco-japonais imminent

Selon le quotidien [Yomiuri Shimbun](http://www.yomiuri.co.jp), la visite du Premier ministre japonais Shinzo Abe en France doit déboucher sur la signature lundi 5 mai d'accords de recherche sur le nucléaire dit "de 4ème génération". Dans le cadre de ces recherches, la France ferait appel au Japon pour pouvoir utiliser le surgénérateur de Monju, à l'arrêt depuis bientôt 4 ans, afin de pouvoir y tester le combustible au plutonium du prototype de réacteur Astrid (Advanced Sodium Technological Reactor for Industrial Demonstration).

Selon le quotidien, pour répondre aux demandes répétées de la France, le gouvernement japonais compterait accélérer les réformes de l'Agence Japonaise de l'Énergie Atomique afin de faire en sorte que Monju passe les tests de sûreté pour être relancé .

Un accord scandaleux pour les Français comme pour les Japonais

Si cet accord est effectivement signé, il permettra au Commissariat à l'Énergie Atomique de pousser encore plus loin ses pions pour la réalisation d'Astrid, plaçant une nouvelle fois les Français devant le fait accompli [1]. Sans aucune consultation et sans même qu'il en ait été question lors des débats sur la transition énergétique, l'industrie nucléaire impose en catimini le développement d'une filière dangereuse, calamiteuse et d'un coût exorbitant.

Cet accord serait tout aussi scandaleux pour les Japonais, victimes d'un accident nucléaire à qui l'on compte imposer, malgré leur opposition, le redémarrage d'un réacteur connu pour ses accidents et pannes de longue durée. L'indécence n'ayant pas de limite, sa signature surviendrait à peine quelques semaines après que l'Agence de l'Énergie Atomique Japonaise a été suspectée de falsifier des rapports d'inspections concernant Monju [2]. **Pour les dirigeants français et japonais, satisfaire aux desiderata de l'industrie nucléaire est donc plus important que protéger les populations ! [3]**

Les surgénérateurs, une technologie à abandonner d'urgence !

Les surgénérateurs, réacteurs nucléaires utilisant du plutonium et du sodium, constituent une technologie intrinsèquement dangereuse. La France et le Japon sont parmi les derniers pays au monde à s'entêter dans cette impasse, malgré que cette filière se soit révélée catastrophique.

Le surgénérateur de Monju, démarré en 1995, arrêté la même année suite à une fuite de sodium qui avait déclenché un grave incendie, relancé en mai 2010 et arrêté en août de la même année suite à un nouveau problème, n'a produit d'électricité que pendant une heure. Situé sur une faille sismique active [4], il a par ailleurs été touché en septembre 2013 par un typhon qui a mis hors d'usage son système de transfert de données [5]. En mai 2013, l'autorité de sûreté nucléaire japonaise avait même prohibé son redémarrage ; celui-ci s'avèrerait donc extrêmement dangereux.

Quant à Astrid, ce prétendu réacteur de « 4ème génération » n'est qu'un nouvel avatar du calamiteux Superphénix. En douze ans, celui-ci a fonctionné moins de 200 jours à pleine puissance et aura coûté 12 milliards d'euros. À l'heure où le gouvernement français impose une politique d'austérité, il est inacceptable que de tels projets coûteux, inutiles et chimériques continuent à bénéficier d'un blanc-seing.

Quel est le sens de la loi de transition si des projets aussi lourds sont menés en parallèle sans même être soumis au vote des députés ? Le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle les parlementaires français, qui devraient normalement être les premiers concernés par les choix concernant l'orientation de la politique énergétique française, à s'opposer à la signature de cet accord inique et à empêcher la poursuite de la filière des surgénérateurs, que ce soit en France ou au Japon.

Pour en savoir plus sur le réacteur Astrid : www.sortirdunucleaire.org/Le-reacteur-Astrid-technologie

Contacts :

Marc Saint Aroman - 05 61 35 11 06

Pour en savoir plus sur le réacteur Astrid :

Monique Sené, du Groupement de Scientifiques pour l'Information sur l'Énergie Nucléaire - 01 60 10 03 49

Chargée de communication :

Charlotte Mijeon - 06 64 66 10 23